

F. 2002 — 327

[C - 2002/27085]

**18 DECEMBRE 2001. — Arrêté ministériel relatif à l'introduction de l'euro
dans les arrêtés ministériels en matière de logement**

Le Ministre du Logement,

Vu le décret du 29 octobre 1998 instituant le Code wallon du Logement, tel que modifié par les décrets du 18 mai 2000, du 14 décembre 2000 et du 31 mai 2001;

Vu l'arrêté ministériel du 22 décembre 1993 portant exécution de l'arrêté exécutif régional du 13 juin 1991 déterminant les modalités d'alimentation et de répartition du Fonds régional de Solidarité modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juillet 1993, notamment l'article 1^{er};

Vu l'arrêté ministériel du 20 novembre 1997 portant exécution de l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 novembre 1997 relatif à l'octroi d'allocations de solidarité en faveur de locataires de logements gérés par les sociétés immobilières de service public, notamment l'article 1^{er};

Vu l'arrêté ministériel du 22 février 1999 portant exécution de l'article 10, § 1^{er}, alinéa 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime à la réhabilitation de logements améliorables, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté ministériel du 16 mars 1999 relatif aux modèles de baux à passer entre le demandeur et l'opérateur immobilier et entre l'opérateur immobilier et le sous-locataire dans le cadre d'une opération de création de logements conventionnés à loyer modéré par des personnes physiques, notamment l'article 4 de l'annexe 1 et les articles 5 et 6 de l'annexe 2;

Vu l'arrêté ministériel du 30 mars 1999 déterminant les conditions techniques relatives aux logements faisant l'objet d'une prime à la réhabilitation en faveur des locataires et établissant une convention-type de bail à réhabilitation, notamment les articles 1 et 2 de l'annexe 1 et les articles 1 et 2 de l'annexe 2;

Vu l'arrêté ministériel du 1^{er} avril 1999 portant exécution de l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 déterminant les conditions auxquelles la garantie de bonne fin de la Région est accordée au remboursement des prêts hypothécaires visés à l'article 23 du Code wallon du Logement, notamment l'article unique, modifié par l'arrêté ministériel du 14 mars 2001;

Vu l'arrêté ministériel du 10 juin 1999 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 1999 portant agrément des agences immobilières sociales, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté ministériel du 28 juin 1999 déterminant le montant et les modalités de l'indemnisation du Centre public d'aide sociale ou de l'Organisme à finalité sociale qui avance les allocations de déménagement et de loyer au bénéficiaire de ces aides, notamment l'article 1;

Vu l'avis de l'Inspecteur des finances, donné le 26 octobre 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 décembre 2001;

Vu l'avis 32.494/4 du Conseil d'Etat, donné le 28 novembre 2001,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Adaptation de l'arrêté ministériel du 22 décembre 1993 portant exécution de l'arrêté exécutif régional du 13 juin 1991 déterminant les modalités d'alimentation et de répartition du Fonds régional de Solidarité modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juillet 1993*

Article 1^{er}. Dans la disposition, indiquée ci-dessous, de l'arrêté ministériel du 22 décembre 1993 portant exécution de l'arrêté exécutif régional du 13 juin 1991 déterminant les modalités d'alimentation et de répartition du Fonds régional de Solidarité modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juillet 1993, le montant exprimé en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant est remplacé par le montant exprimé en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 1 ^{er}	1 000	25 euros
-------------------------	-------	----------

Au même article 1^{er}, la phrase « Le résultat de cette opération est arrondi à la centaine de francs. » est remplacée par la phrase : « Le résultat de cette opération est arrondi à l'euro ».

CHAPITRE II. — *Adaptation de l'arrêté ministériel du 20 novembre 1997 portant exécution de l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 novembre 1997 relatif à l'octroi d'allocations de solidarité en faveur de locataires de logements gérés par les sociétés immobilières de service public*

Art. 2. Dans la disposition, indiquée ci-dessous, de l'arrêté ministériel du 20 novembre 1997 portant exécution de l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 novembre 1997 relatif à l'octroi d'allocations de solidarité en faveur de locataires de logements gérés par les sociétés immobilières de service public, le montant exprimé en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant est remplacé par le montant exprimé en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 1 ^{er}	7 500	186 euros
-------------------------	-------	-----------

CHAPITRE III. — *Adaptation de l'arrêté ministériel du 22 février 1999 portant exécution de l'article 10, § 1^{er}, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime à la réhabilitation de logements améliorables*

Art. 3. Dans la disposition, indiquée ci-dessous, de l'arrêté ministériel du 22 février 1999 portant exécution de l'article 10, § 1^{er}, alinéa 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime à la réhabilitation de logements améliorables, le montant exprimé en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant est remplacé par le montant exprimé en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 2, 2 ^o	10 000	250 euros
---------------------------	--------	-----------

CHAPITRE IV. — *Adaptation de l'arrêté ministériel du 16 mars 1999 relatif aux modèles de baux à passer entre le demandeur et l'opérateur immobilier et entre l'opérateur immobilier et le sous-locataire dans le cadre d'une opération de création de logements conventionnés à loyer modéré par des personnes physiques*

Art. 4. Dans l'annexe 1 de l'arrêté du 16 mars 1999 relatif aux modèles de baux à passer entre le demandeur et l'opérateur immobilier et entre l'opérateur immobilier et le sous-locataire dans le cadre d'une opération de création de logements conventionnés à loyer modéré par des personnes physiques, l'article 4, alinéa 1^{er}, est remplacé par l'alinéa suivant : « Le loyer de base s'élève à ... euros par mois. ».

Art. 5. Dans l'annexe 2 du même arrêté, l'alinéa 1^{er} de l'article 5 est remplacé par l'alinéa suivant : « Le loyer de base s'élève à ... euros par mois. ».

Art. 6. Dans l'annexe 2 du même arrêté, l'alinéa 2 de l'article 5 est remplacé par l'alinéa suivant : « La provision pour charges s'élève à ... euros par mois. ».

Art. 7. Dans l'annexe 2 du même arrêté, l'alinéa 2 de l'article 6 est remplacé par l'alinéa suivant : « Le locataire constitue la garantie en une fois / en ... versements de ... euros chacun. ».

CHAPITRE V. — *Adaptation de l'arrêté ministériel du 30 mars 1999 déterminant les conditions techniques relatives aux logements faisant l'objet d'une prime à la réhabilitation en faveur des locataires et établissant une convention-type de bail à réhabilitation*

Art. 8. Dans le point 1° de l'annexe de l'arrêté ministériel du 30 mars 1999 déterminant les conditions techniques relatives aux logements faisant l'objet d'une prime à la réhabilitation en faveur des locataires et établissant une convention-type de bail à réhabilitation, à l'article 1^{er}, alinéa 3, l'abréviation « F » est remplacé par l'abréviation « EUR ».

Art. 9. Dans l'article 2 du point 1° de l'annexe du même arrêté, l'abréviation « F » est remplacé par l'abréviation « EUR ».

Art. 10. Dans le point 2° de l'annexe du même arrêté, à l'article 1^{er}, alinéa 3, l'abréviation « F » est remplacé par l'abréviation « EUR ».

Art. 11. Dans l'article 2 du point 2° de l'annexe du même arrêté, l'abréviation « F » est remplacé par l'abréviation « EUR ».

CHAPITRE VI. — *Adaptation de l'arrêté ministériel du 1^{er} avril 1999 portant exécution de l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 déterminant les conditions auxquelles la garantie de bonne fin de la Région est accordée au remboursement des prêts hypothécaires visés à l'article 23 du Code wallon du Logement*

Art. 12. Dans la disposition, indiquée ci-dessous, de l'arrêté ministériel du 1^{er} avril 1999 portant exécution de l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 déterminant les conditions auxquelles la garantie de bonne fin de la Région est accordée au remboursement des prêts hypothécaires visés à l'article 23 du Code wallon du Logement, tel que modifié par l'arrêté ministériel du 14 mars 2001, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article unique		
1°	4 500 000	111.600 euros
2°	300 000	7.500 euros
4°	50 000	1.000 euros

Art. 13. Dans l'article unique, 1°, alinéa 4, du même arrêté, les mots « au millier supérieur ou au millier inférieur selon que le chiffre des unités atteint ou non 500 francs » sont remplacés par les mots suivants : « au multiple le plus proche de 5 euros ».

CHAPITRE VII — *Adaptation de l'arrêté ministériel du 10 juin 1999 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 1999 portant agrément des agences immobilières sociales*

Art. 14. Dans la disposition, indiquée ci-dessous, de l'arrêté ministériel du 10 juin 1999 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 1999 portant agrément des agences immobilières sociales, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 2		
§ 1 ^{er}	3 300 000	81.805 euros
§ 2	1 150 000	28.510 euros
	21 500	533 euros
	86 000	2.135 euros
§ 3	3 300 000	81.805 euros
§ 4	1 150 000	28.510 euros
§ 6	50	1,25 euro

CHAPITRE VIII. — *Adaptation de l'arrêté ministériel du 28 juin 1999 déterminant le montant et les modalités de l'indemnisation du centre public d'aide sociale ou de l'organisme à finalité sociale qui avance les allocations de déménagement et de loyer au bénéficiaire de ces aides*

Art. 15. Dans la disposition, indiquée ci-dessous, de l'arrêté du ministériel du 28 juin 1999 déterminant le montant et les modalités de l'indemnisation du Centre public d'aide sociale ou de l'organisme à finalité sociale qui avance les allocations de déménagement et de loyer au bénéficiaire de ces aides, le montant exprimé en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant est remplacé par le montant exprimé en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 1 ^{er}	1 000	25 euros
-------------------------	-------	----------

Dispositions finales.

Art. 16. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2002.

Namur, le 18 décembre 2001.

M. DAERDEN

ÜBERSETZUNG

D. 2002 — 327

[C — 2002/27085]

18. DEZEMBER 2001 — Ministerialerlass über die Einführung des Euro in die Ministerialerlasse in dem Bereich des Wohnungswesens

Der Minister des Wohnungswesens,

Aufgrund des Dekrets vom 29. Oktober 1998 zur Einführung des Wallonischen Wohngesetzbuches, in seiner durch die Dekrete vom 18. Mai 2000, vom 14. Dezember 2000 und vom 31. Mai 2001 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 22. Dezember 1993 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 13. Juni 1991 zur Bestimmung der Modalitäten der Finanzierung und der Aufteilung des regionalen Solidaritätsfonds, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juli 1993, insbesondere des Artikels 1;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 20. November 1997 zur Ausführung von Artikel 8 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. November 1997 über die Gewährung von Solidaritätsbeihilfen zugunsten von Mietern der von Immobiliengesellschaften des öffentlichen Dienstes verwalteten Wohnungen, insbesondere des Artikels 1;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 22. Februar 1999 zur Ausführung von Artikel 10, § 1, Absatz 3, des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie für die Sanierung verbesserungsfähiger Wohnungen, insbesondere des Artikels 2;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 16. März 1999 Ministerialerlass bezüglich der Muster der im Rahmen eines Vorgangs zur Schaffung von vereinbarungsgewundenen und mietzinsgünstigen Wohnungen durch natürliche Personen zwischen dem Antragsteller und dem Immobilienvermittler und zwischen dem Immobilienvermittler und dem Untermieter abzuschließenden Mietverträge, insbesondere des Artikels 4 der Anlage 1 und der Artikel 5 und 6 der Anlage 2;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 30. März 1999 zur Bestimmung der technischen Anforderungen bezüglich der Wohnungen, die den Gegenstand einer Sanierungsprämie zugunsten von Mietern bilden, und zur Festlegung eines Modells des Sanierungsmietvertrags, insbesondere der Artikel 1 und 2 der Anlage 1 und der Artikel 1 und 2 der Anlage 2;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 1. April 1999 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung der Ausfallbürgschaft der Region für die Rückzahlung der in Artikel 23 des Wallonischen Wohngesetzbuches erwähnten Hypothekendarlehen, insbesondere des einzigen Artikels, in seiner durch den Ministerialerlass vom 14. März 2001 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 10. Juni 1999 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. März 1999 zur Zulassung von Agenturen für soziale Wohnungen, insbesondere des Artikels 2;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 28. Juni 1999 zur Bestimmung des Betrags und der Modalitäten für die Entschädigung des öffentlichen Sozialhilfezentrums oder der Einrichtung mit sozialem Zweck, die dem Beihilfempfänger die Umzugs- und Mietzulagen vorstreckt, insbesondere des Artikels 1;

Aufgrund des am 26. Oktober 2001 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 18. Dezember 2001 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 28. November 2001 abgegebenen Gutachtens des Staatsrates Nr. 32.494;

Beschließt:

KAPITEL I — Anpassung des Ministerialerlasses vom 22. Dezember 1993 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 13. Juni 1991 zur Bestimmung der Modalitäten der Finanzierung und der Aufteilung des regionalen Solidaritätsfonds, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juli 1993

Artikel 1 - In der folgenden Bestimmung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Dezember 1993 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 13. Juni 1991 zur Bestimmung der Modalitäten der Finanzierung und der Aufteilung des regionalen Solidaritätsfonds, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juli 1993, wird der in der zweiten Spalte der folgenden Tabelle in BEF angegebene Betrag durch den in der dritten Spalte derselben Tabelle in Euro angegebenen Betrag ersetzt.

Artikel 1	1 000	25 Euro
-----------	-------	---------

Im selben Artikel 1 wird der Wortlaut "Das Ergebnis dieser Operation wird auf das nächste Hundert BEF auf- bzw. abgerundet" durch den folgenden Wortlaut ersetzt: "Das Ergebnis dieser Operation wird auf den nächsten Euro auf- bzw. abgerundet".

KAPITEL II — Anpassung des Ministerialerlasses vom 20. November 1997 zur Ausführung von Artikel 8 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. November 1997 über die Gewährung von Solidaritätsbeihilfen zugunsten von Mietern der von Immobiliengesellschaften des öffentlichen Dienstes verwalteten Wohnungen

Art. 2 - In der folgenden Bestimmung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. November 1997 zur Ausführung von Artikel 8 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. November 1997 über die Gewährung von Solidaritätsbeihilfen zugunsten von Mietern der von Immobiliengesellschaften des öffentlichen Dienstes verwalteten Wohnungen, wird der in der zweiten Spalte der folgenden Tabelle in BEF angegebene Betrag durch den in der dritten Spalte derselben Tabelle in Euro angegebenen Betrag ersetzt.

Artikel 1	7 500	186 Euro
-----------	-------	----------

KAPITEL III – Anpassung des Ministerialerlasses vom 22. Februar 1999 zur Ausführung von Artikel 10, § 1, Absatz 3, des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie für die Sanierung verbesserungsfähiger Wohnungen

Art. 3 - In der folgenden Bestimmung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Februar 1999 zur Ausführung von Artikel 10, § 1, Absatz 3, des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie für die Sanierung verbesserungsfähiger Wohnungen, wird der in der zweiten Spalte der folgenden Tabelle in BEF angegebene Betrag durch den in der dritten Spalte derselben Tabelle in Euro angegebenen Betrag ersetzt.

Absatz 2, 2°	10 000	250 Euro
--------------	--------	----------

KAPITEL IV — Anpassung des Ministerialerlasses vom 16. März 1999 bezüglich der Muster der im Rahmen eines Vorgangs zur Schaffung von vereinbarungsgebundenen und mietzinsgünstigen Wohnungen durch natürliche Personen zwischen dem Antragsteller und dem Immobilienvermittler und zwischen dem Immobilienvermittler und dem Untermieter abzuschließenden Mietverträge

Art. 4 - In Anlage 1 zum Ministerialerlass vom 16. März 1999 bezüglich der Muster der im Rahmen eines Vorgangs zur Schaffung von vereinbarungsgebundenen und mietzinsgünstigen Wohnungen durch natürliche Personen zwischen dem Antragsteller und dem Immobilienvermittler und zwischen dem Immobilienvermittler und dem Untermieter abzuschließenden Mietverträge wird Artikel 4, Absatz 1, durch den folgenden Absatz ersetzt: "Die Grundmiete beträgt Euro pro Monat."

Art. 5 - In Anlage 2 zum selben Erlass wird Absatz 1 von Artikel 5 durch den folgenden Absatz ersetzt: "Die Grundmiete beträgt Euro pro Monat."

Art. 6 - In Anlage 2 zum selben Erlass wird Absatz 2 von Artikel 5 durch den folgenden Absatz ersetzt: "Die Vorschusszahlung beträgt Euro pro Monat."

Art. 7 - In Anlage 2 zum selben Erlass wird Absatz 2 von Artikel 6 durch den folgenden Absatz ersetzt: "Der Mieter zahlt die Garantie in einem einzigen Betrag/ durch Zahlungen von je Euro ein."

KAPITEL V — Anpassung des Ministerialerlasses vom 30. März 1999 zur Bestimmung der technischen Anforderungen bezüglich der Wohnungen, die den Gegenstand einer Sanierungsprämie zugunsten von Mietern bilden, und zur Festlegung eines Musters des Sanierungsmietvertrags

Art. 8 - In Punkt 1° der Anlage zum Ministerialerlass vom 30. März 1999 zur Bestimmung der technischen Anforderungen bezüglich der Wohnungen, die den Gegenstand einer Sanierungsprämie zugunsten von Mietern bilden, und zur Festlegung eines Musters des Sanierungsmietvertrags wird in Artikel 1, Absatz 3, die Abkürzung "BEF" durch die Abkürzung "EUR" ersetzt.

Art. 9 - In Artikel 2 von Punkt 1° der Anlage zum selben Erlass wird die Abkürzung "BEF" durch die Abkürzung "EUR" ersetzt.

Art. 10 - In Punkt 2° der Anlage zum selben Erlass wird in Artikel 1, Absatz 3, die Abkürzung "BEF" durch die Abkürzung "EUR" ersetzt.

Art. 11 - In Artikel 2 von Punkt 2° der Anlage zum selben Erlass wird die Abkürzung "BEF" durch die Abkürzung "EUR" ersetzt.

KAPITEL VI — Anpassung des Ministerialerlasses vom 1. April 1999 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung der Ausfallbürgschaft der Region für die Rückzahlung der in Artikel 23 des Wallonischen Wohnungsgesetzbuches erwähnten Hypothekendarlehen

Art. 12 - In der folgenden Bestimmung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. April 1999 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung der Ausfallbürgschaft der Region für die Rückzahlung der in Artikel 23 des Wallonischen Wohnungsgesetzbuches erwähnten Hypothekendarlehen, in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. März 2001 abgeänderten Fassung, werden die in der zweiten Spalte der folgenden Tabelle in BEF angegebenen Beträge durch die in der dritten Spalte derselben Tabelle in Euro angegebenen Beträge ersetzt.

Einzigter Artikel		
1°	4 500 000	111.600 Euro
2°	300 000	7.500 Euro
4°	50 000	1.000 Euro

Art. 13 - Im einzigen Artikel, 1°, Absatz 4, desselben Erlasses wird der Wortlaut "auf das nächste Tausend auf- bzw. abgerundet, je nachdem die Einerstelle fünfhundert BEF erreicht oder nicht" durch den Wortlaut "auf das Vielfache, das am nächsten von 5 Euro liegt, auf- bzw. abgerundet" ersetzt.

KAPITEL VII — *Anpassung des Ministerialerlasses vom 10. Juni 1999 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. März 1999 zur Zulassung von Agenturen für soziale Wohnungen*

Art. 14 - In der folgenden Bestimmung des Ministerialerlasses vom 10. Juni 1999 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. März 1999 zur Zulassung von Agenturen für soziale Wohnungen werden die in der zweiten Spalte der folgenden Tabelle in BEF angegebenen Beträge durch die in der dritten Spalte derselben Tabelle in Euro angegebenen Beträge ersetzt.

Artikel 2		
§ 1	3 300 000	81.805 Euro
§ 2	1 150 000	28.510 Euro
	21 500	533 Euro
	86 000	2.135 Euro
§ 3	3 300 000	81.805 Euro
§ 4	1 150 000	28.510 Euro
§ 6	50	1,25 Euro

KAPITEL VIII — *Anpassung des Ministerialerlasses vom 28. Juni 1999 zur Bestimmung des Betrags und der Modalitäten für die Entschädigung des öffentlichen Sozialhilfezentrums oder der Einrichtung mit sozialem Zweck, die dem Beihilfeempfänger die Umzugs- und Mietzulagen vorstreckt*

Art. 15 - In der folgenden Bestimmung des Ministerialerlasses vom 28. Juni 1999 zur Bestimmung des Betrags und der Modalitäten für die Entschädigung des öffentlichen Sozialhilfezentrums oder der Einrichtung mit sozialem Zweck, die dem Beihilfeempfänger die Umzugs- und Mietzulagen vorstreckt, wird der in der zweiten Spalte der folgenden Tabelle in BEF angegebene Betrag durch den in der dritten Spalte derselben Tabelle in Euro angegebenen Betrag ersetzt.

Artikel 1	1 000	25 Euro
-----------	-------	---------

Schlussbestimmungen

Art. 16 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2002 in Kraft.

Namur, den 18. Dezember 2001

M. DAERDEN

VERTALING

N. 2002 — 327

[C - 2002/27085]

18 DECEMBER 2001. — Ministerieel besluit betreffende de invoering van de euro in de ministeriële besluiten inzake huisvesting

De Minister van Huisvesting,

Gelet op het decreet van 29 oktober 1998 tot invoering van de Waalse Huisvestingscode, zoals gewijzigd bij de decreten van 18 mei 2000, 14 december 2000 en 31 mei 2001;

Gelet op het ministerieel besluit van 22 december 1993 houdende uitvoering van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 13 juni 1991 tot bepaling van de voorwaarden inzake stijving en verdeling van het « Fonds régional de Solidarité », gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 juli 1993, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het ministerieel besluit van 20 november 1997 tot uitvoering van artikel 8 van het besluit van de Waalse Regering van 20 november 1997 betreffende de toekenning van solidariteitstoelagen aan huurders van woningen beheerd door de openbare bouwmaatschappijen, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het ministerieel besluit van 22 februari 1999 houdende uitvoering van artikel 10, § 1, derde lid, van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor de renovatie van verbeterbare woningen, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het ministerieel besluit van 16 maart 1999 inzake de huurcontractmodellen die moeten worden gebruikt door de aanvrager en de vastgoedbeheerder enerzijds en door de vastgoedbeheerder en de onderhuurder anderzijds in het kader van de oprichting door natuurlijke personen van bescheiden huurwoningen waarvoor een overeenkomst is afgesloten, inzonderheid op artikel 4 van bijlage 1 en op de artikelen 5 en 6 van bijlage 2;

Gelet op het ministerieel besluit van 30 maart 1999 waarbij de technische voorwaarden worden bepaald voor woningen waarvoor een renovatiepremie aan huurders wordt toegekend en waarbij een type-overeenkomst voor een renovatiehuurcontract wordt opgemaakt, inzonderheid op de artikelen 1 en 2 van bijlage 1 en de artikelen 1 en 2 van bijlage 2;

Gelet op het ministerieel besluit van 1 april 1999 houdende uitvoering van artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 waarbij de voorwaarden worden bepaald voor de toekenning door het Gewest van een waarborg van honorering voor de terugbetaling van hypotheekleningen bedoeld in artikel 23 van de Waalse Huisvestingscode, inzonderheid op het enig artikel, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 14 maart 2001;

Gelet op het ministerieel besluit van 10 juni 1999 houdende uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 17 maart 1999 houdende erkenning van agentschappen voor sociale huisvesting, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het ministerieel besluit van 28 juni 1999 tot bepaling van het bedrag van en de regels voor de vergoeding van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn of van de Instelling met sociale doelstelling die verhuis- en huurtoelagen voorschieten aan de tegemoetkomingsgerechtigden, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 26 oktober 2001;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 18 december 2001;

Gelet op advies 32.494/4 van de Raad van State, gegeven op 28 november 2001,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Aanpassing van het ministerieel besluit van 22 december 1993 houdende uitvoering van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 13 juni 1991 tot bepaling van de voorwaarden inzake stijving en verdeling van het « Fonds régional de Solidarité », gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 juli 1993*

Artikel 1. In de hierna vermelde bepaling van het ministerieel besluit van 22 december 1993 houdende uitvoering van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 13 juni 1991 tot bepaling van de voorwaarden inzake stijving en verdeling van het « Fonds régional de Solidarité », gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 juli 1993 wordt het in franken uitgedrukte bedrag uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door het in euro uitgedrukte bedrag uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 1	1 000	25 euro
-----------	-------	---------

In hetzelfde artikel 1 wordt de zin « Het resultaat van die berekening wordt afgerond naar de honderdtallen frank » vervangen door de zin « Het resultaat van die berekening wordt naar de euro afgerond ».

HOOFDSTUK II. — *Aanpassing van het ministerieel besluit van 20 november 1997 tot uitvoering van artikel 8 van het besluit van de Waalse Regering van 20 november 1997 betreffende de toekenning van solidariteitstoelagen aan huurders van woningen beheerd door de openbare bouwmaatschappijen*

Art. 2. In de hierna vermelde bepaling van het ministerieel besluit van 20 november 1997 tot uitvoering van artikel 8 van het besluit van de Waalse Regering van 20 november 1997 betreffende de toekenning van solidariteitstoelagen aan huurders van woningen beheerd door de openbare bouwmaatschappijen wordt het in franken uitgedrukte bedrag uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door het in euro uitgedrukte bedrag uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 1	7 500	186 euro
-----------	-------	----------

HOOFDSTUK III. — *Aanpassing van het ministerieel besluit van 22 februari 1999 houdende uitvoering van artikel 10, § 1, derde lid, van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor de renovatie van verbeterbare woningen*

Art. 3. In de hierna vermelde bepaling van het ministerieel besluit van 22 februari 1999 houdende uitvoering van artikel 10, § 1, derde lid, van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor de renovatie van verbeterbare woningen wordt het in franken uitgedrukte bedrag uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door het in euro uitgedrukte bedrag uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 2, 2°	10 000	250 euro
---------------	--------	----------

HOOFDSTUK IV. — *Aanpassing van het ministerieel besluit van 16 maart 1999 inzake de huurcontractmodellen die moeten worden gebruikt door de aanvrager en de vastgoedbeheerder enerzijds en door de vastgoedbeheerder en de onderhuurder anderzijds in het kader van de oprichting door natuurlijke personen van bescheiden huurwoningen waarvoor een overeenkomst is afgesloten*

Art. 4. In bijlage 1 bij het besluit van 16 maart 1999 inzake de huurcontractmodellen die moeten worden gebruikt door de aanvrager en de vastgoedbeheerder enerzijds en door de vastgoedbeheerder en de onderhuurder anderzijds in het kader van de oprichting door natuurlijke personen van bescheiden huurwoningen waarvoor een overeenkomst is afgesloten, wordt artikel 4, eerste lid, vervangen door volgend lid : « De basishuurprijs bedraagt ... euro per maand. ».

Art. 5. In bijlage 2 bij hetzelfde besluit wordt het eerste lid van artikel 5 vervangen door volgend lid : « De basishuurprijs bedraagt ... euro per maand. ».

Art. 6. In bijlage 2 bij hetzelfde besluit wordt het tweede lid van artikel 5 vervangen door volgend lid : « De provisie voor de lasten bedraagt ... euro per maand. »

Art. 7. In bijlage 2 bij hetzelfde besluit wordt het tweede lid van artikel 6 vervangen door volgend lid : « De huurder stelt een waarborg in één maal / in ... stortingen van elkeen ... euro. »

HOOFDSTUK V. — *Aanpassing van het ministerieel besluit van 30 maart 1999 waarbij de technische voorwaarden worden bepaald voor woningen waarvoor een renovatiepremie aan huurders wordt toegekend en waarbij een type-overeenkomst voor een renovatiehuurcontract wordt opgemaakt*

Art. 8. In punt 1° van de bijlage bij het ministerieel besluit van 30 maart 1999 waarbij de technische voorwaarden worden bepaald voor woningen waarvoor een renovatiepremie aan huurders wordt toegekend en waarbij een type-overeenkomst voor een renovatiehuurcontract wordt opgemaakt wordt de afkorting « F. » in artikel 1, derde lid, vervangen door de afkorting « EUR. ».

Art. 9. In artikel 2 van punt 1° van de bijlage bij hetzelfde besluit wordt de afkorting « F. » vervangen door de afkorting « EUR. ».

Art. 10. In punt 2° van de bijlage bij hetzelfde besluit wordt de afkorting « F. » in artikel 1, derde lid, vervangen door de afkorting « EUR. ».

Art. 11. In artikel 2 van punt 2° van de bijlage bij hetzelfde besluit wordt de afkorting « F. » vervangen door de afkorting « EUR. ».

HOOFDSTUK VI. — *Aanpassing van het ministerieel besluit van 1 april 1999 houdende uitvoering van artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 waarbij de voorwaarden worden bepaald voor de toekenning door het Gewest van een waarborg van honorering voor de terugbetaling van hypotheekleningen bedoeld in artikel 23 van de Waalse Huisvestingscode*

Art. 12. In de hierna vermelde bepaling van het ministerieel besluit van 1 april 1999 houdende uitvoering van artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 waarbij de voorwaarden worden bepaald voor de toekenning door het Gewest van een waarborg van honorering voor de terugbetaling van hypotheekleningen bedoeld in artikel 23 van de Waalse Huisvestingscode, zoals gewijzigd bij het ministerieel besluit van 14 maart 2001, worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Enig artikel		
1°	4 500 000	111.600 euro
2°	300 000	7.500 euro
4°	50 000	1.000 euro

Art. 13. In het enig artikel, 1°, vierde lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « naar de duizendtallen naar boven of naar beneden afgerond naar gelang het cijfer van de eenheden al dan niet 500 frank bereikt » vervangen door de woorden « naar het dichtste veelvoud van 5 euro afgerond ».

HOOFDSTUK VII. — *Aanpassing van het ministerieel besluit van 10 juni 1999 houdende uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 17 maart 1999 houdende erkenning van agentschappen voor sociale huisvesting*

Art. 14. In de hierna vermelde bepaling van het ministerieel besluit van 10 juni 1999 houdende uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 17 maart 1999 houdende erkenning van agentschappen voor sociale huisvesting, worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 2		
§ 1	3 300 000	81.805 euro
§ 2	1 150 000	28.510 euro
	21 500	533 euro
	86 000	2.135 euro
§ 3	3 300 000	81.805 euro
§ 4	1 150 000	28.510 euro
§ 6	50	1,25 euro

HOOFDSTUK VIII. — *Aanpassing van het ministerieel besluit van 28 juni 1999 tot bepaling van het bedrag van en de regels voor de vergoeding van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn of van de Instelling met sociale doelstelling die verhuis- en huurtoelagen voorschieten aan de tegemoetkomingsgerechtigden*

Art. 15. In de hierna vermelde bepaling van het ministerieel besluit van 28 juni 1999 tot bepaling van het bedrag van en de regels voor de vergoeding van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn of van de Instelling met sociale doelstelling die verhuis- en huurtoelagen voorschieten aan de tegemoetkomingsgerechtigden, wordt het in franken uitgedrukte bedrag uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door het in euro uitgedrukte bedrag uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 1	1 000	25 euro
-----------	-------	---------

Slotbepalingen.

Art. 16. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2002.

Namen, 18 december 2001.

M. DAERDEN

MINISTÈRE WALLON DE L'ÉQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 2002 — 328

[C — 2002/27089]

20 DECEMBRE 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon portant modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 octobre 2001 modifiant les prix à percevoir pour le transport des voyageurs sur le réseau des sociétés de transport en commun de la Région wallonne

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 6, § 1^{er}, X, 8°;

Vu le décret du 21 décembre 1989 relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne, notamment l'article 2, 1°, a;

Vu l'arrêté royal n° 174 du 30 décembre 1982 instaurant l'adaptation annuelle des tarifs pour le transport de voyageurs appliqués par les sociétés de transports en commun, modifié par l'arrêté royal n° 238 du 31 décembre 1983, notamment l'article 3;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 novembre 1992 fixant la formule et les modalités d'adaptation annuelle des tarifs pour le transport des voyageurs appliqués par les sociétés de transport en commun en Région wallonne, modifié le 1^{er} septembre 1994, le 14 septembre 1995 et le 11 janvier 2001;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 1993 fixant la procédure et le calendrier de transmission des propositions de structures tarifaires pour le transport en commun en Région wallonne;